

La parole à une anti !

**Un entretien
avec Hedwige
Peemans-Poullet**

L'Assemblée générale des Nations unies a proclamé 2005 Année internationale du microcrédit, afin de saluer la contribution du microcrédit dans l'allègement de la pauvreté. Durant cette année, Défis Sud consacre une rubrique aux débats qui entourent le domaine de la microfinance. Hedwige Peemans-Poullet, ancienne présidente de l'Université des Femmes, émet des critiques virulentes contre le microcrédit ⁽¹⁾. Nous lui avons donné la parole.

Les femmes de la Grameen Bank mises sous pression sociale ?
Photo : Zed Nelson / Panos



DS Vous vous insurgez contre l'empiètement du microcrédit sur des services habituellement réservés à l'Etat. Par exemple : la capacité à payer une inscription de ses enfants à l'école pourrait être liée à une bonne gestion de son portefeuille de crédit. Est-il imaginable que les services publics cohabitent avec le microcrédit ? Ou la montée en puissance du microcrédit signifie-t-elle l'inexorable disparition des services publics dans de nombreux pays du Sud ?

Hedwige Peemans-Poullet : Les politiques d'ajustement structurel ont provoqué un important désengagement de l'Etat. Le vacuum laissé par l'Etat ouvre la porte aux solutions individualistes. Je suis en désaccord avec ceux qui annoncent, a priori, qu'il n'existe plus d'institutions publiques ou sociales et incitent à recourir à l'endettement pour réduire la pauvreté et améliorer l'«*empowerment*» des femmes...

Faire table rase du passé d'un pays, faire semblant que la pauvreté est un «*état naturel*», notamment pour les femmes, me paraît une attitude tout à fait inacceptable. Il faut toujours commencer par se demander ce qui rend ces femmes «*pauvres*». Il faut réaffirmer la responsabilité publique dans des domaines comme la santé et l'éducation. Il faut faire un diagnostic, pays par pays, de ce qui existe encore et reconstruire les services publics.

DS Un bon libéral dira que les expériences du passé, les indépendances, les décolonisations, n'ont pas réussi ; que les périodes socialistes dans les pays

nouvellement indépendants ont été un échec total qui les a plongés dans la pauvreté. Il est l'heure qu'il faut redémarrer de nouvelles opportunités pour ces pays dans le cadre d'une idéologie de marché qui peut amener les gens à avoir accès à des services de meilleure qualité que ceux garantis par l'État.

H. P-P : C'est d'une mauvaise foi totale. Dans le cas du Bangladesh, la vérité est tout simplement qu'on a fermé des usines de jute, chassé des paysans pauvres de leur terre pour venir leur dire par la suite qu'ils peuvent emprunter de l'argent afin de se lancer dans de la production artisanale.

Au Bangladesh, Mohammed Yunus, président de la Grameen Bank, s'est fait attribuer des hectares et des hectares d'étangs pour y produire des crevettes et y employer presque exclusivement des femmes et des enfants.

Les preuves de réussite du microcrédit se fondent en général sur des cas individuels. On monte en épingle un indépendant qui sort du lot et réussit à monter une petite entreprise.

Je crois que la plupart du temps, on incite les emprunteurs potentiels à se lancer dans une production artisanale ou agricole qui intéresse le marché international ou touristique jusqu'à saturation de ce marché, effondrement des prix de vente, ce qui conduit la personne endettée au cercle vicieux de l'endettement ou à la faillite. Entre-temps, le business des créanciers aura fonctionné sans désemparer.

DS **N'est-ce pas un peu caricatural ? De nombreuses ONG qui font du microcrédit ne se privent pas de critiquer le modèle de la Grameen Bank de Mohammed Yunus. Elles essaient sincèrement de monter des programmes de microcrédit qui offrent toutes les garanties sociales.**

H. P-P : Quoi qu'on en dise, au départ, tout le monde s'est inspiré du modèle de Yunus. Il a servi d'agent publicitaire pour l'ensemble du système de microcrédit. Mais je ne nie pas qu'il y ait des nuances. Si on propose le microcrédit pour créer une mini-entreprise ou acquérir un outil de travail, cela se discute évidemment.

Mais souvent ces productions sont «téléguidées». On amène ainsi, par exemple, les femmes à abandonner leur activité traditionnelle et spontanée pour les orienter vers une activité économique adaptée au marché mondial. On se souvient de cette opération «flood» en Inde, au cours de

laquelle on a incité les paysannes à emprunter pour acheter une vache qui fournirait du lait aux villes... Sans parler des déboires des emprunteuses, on sait que celles-ci finissaient par devoir acheter du lait pour leur propre consommation... En fait, ces femmes avaient dû abandonner leur auto-production alimentaire pour devenir des productrices/consommatrices sur le marché. Beaucoup se sont éreintées et ruinées. Très souvent il s'agit de productions qui changent les habitudes alimentaires des gens : ils doivent par exemple cultiver des haricots au lieu de cultiver ce qu'ils mangent habituellement, parce que les haricots peuvent être vendus sur le marché international.

Au moment de se lancer dans un projet productif, je crois qu'il faut s'intéresser à ce qui se faisait avant dans le milieu où l'on intervient. Ces femmes, avant, étaient-elles assises à se tourner les pouces et à attendre la venue du micro-prêteur ? Je préfère des projets qui s'intéressent à l'alimentation traditionnelle et cherchent à échapper à la dépendance des importations (par ex. du lait Nestlé). Il existe, en Afrique, des panades pour bébés qui ne sont pas à base de lait. Le développement du micro-crédit est rarement associé aux principes d'auto-suffisance alimentaire...

DS **Si d'elles-mêmes les femmes décident de se réunir, de cotiser, d'envoyer l'une d'entre-elles acheter de l'eucens et du parfum au marché d'une grande ville proche et de le revendre parmi les clients du village pour arrondir les fins de mois, faut-il les en empêcher ?**

H. P-P : Non évidemment (rires), mais je crois que vous êtes un peu idéaliste, parce que dans la réalité c'est une méthode Coué qui est imposée aux femmes. J'ai vu le film sur Yunus et sur le Bangladesh. Toutes les phrases sont impératives : « vous devez, vous devez ». Les femmes doivent se lever, s'asseoir, saluer, répéter des slogans...

Pour recevoir un petit prêt de rien du tout, elles doivent promettre de construire des latrines, de limiter les naissances ! C'est terrible ! Je sais bien que beaucoup d'ONG qui ne travaillent pas comme ça, mais l'idéologie du microcrédit est une porte ouverte vers de telles pratiques... Cette idéologie est soutenue par le Fonds monétaire international, par la Banque mondiale, et toutes les grandes organisations internationales. Leur but est, à mon avis, de permuter l'endettement des pays pauvres, de passer de l'endettement des Etats à l'endettement de la population. Ça veut dire que ces populations sont forcées au silence et à la résignation parce qu'obligées de survivre dans l'endettement.

(1) H. Peemans-Poullet, *La miniaturisation de l'endettement des pays pauvres passe par les femmes. dans «Genre et économie : un premier éclairage», n° 2 des Cahiers Genre et développement, L'Harmattan, Paris - Genève, 2001, p. 347-360.*

Miniaturiser la dette en se servant des femmes ?

Les Cahiers marxistes ont publié en 2 000 et 2001 des articles de débat passionnants sur le microcrédit. Le premier article intitulé « La miniaturisation de l'endettement des pays pauvres passe par les femmes » exposait les thèses contestataires d'Hedwige Peemans-Pouillet reprises dans l'article ci-joint. Il suscita une réaction de Marc Labie, chargé de cours à l'Université de Mons, que nous avons par ailleurs également interviewé dans notre édition du mois de février (Défis Sud n° 66, pages 7 à 9). Cette réaction fut suivie d'un droit de réponse d'Hedwige Peemans-Pouillet. Ce débat fut intéressant à plus d'un titre, car il cristallisa les arguments pour ou contre le microcrédit. Cette lecture est conseillée pour ceux qui veulent se faire une idée rapide sur l'état des polémiques en cours.

► **A lire :** Les « Cahiers marxistes » d'avril-mai 2 000 (n° 215) et de juin-juillet 2001 (n° 219).

DS **Il existe une forte tendance à vouloir confier le microcrédit aux banques. Qu'en pensez-vous ?**

H. P-P : L'idée de départ a toujours été celle-là : de transformer l'informel en formel, convertir l'argent qui circule sans intérêt en argent qui circule avec des intérêts et de ramener tout ça dans le secteur de la banque.

H.D. Seibel, Professeur à l'Université de Cologne l'a clairement annoncé en analysant l'importance de l'épargne qui circulait de manière informelle dans les pays pauvres, épargne qu'il devait être possible de transformer en « crédit » formel. Le système bancaire aurait été trop bête de ne pas profiter de cette manne...

DS **Il existe des ONG qui s'opposent à la bancarisation du crédit, qui estiment qu'elles ont un rôle à jouer pour remettre les choses à leur place, et que dans certains cas d'extrême pauvreté, ce n'est pas le microcrédit qui doit intervenir mais l'Etat. Ces mêmes ONG veulent maintenir le microcrédit dans la sphère du social. Et je dis bien le microcrédit, pas les tontines. Il s'agit donc bien de prêts avec intérêts, parfois élevés.**

H. P-P : Je connais des ONG qui font du microcrédit de manière très correcte. Leur problème est de se profiler en tant que des facilitateurs et de ne pas s'imposer, de ne pas désorienter ce qui appartient aux populations locales et à leurs traditions.

Mais je me méfie du discours sur l'« empowerment » des femmes. Augmenter son pouvoir en s'endettant ? Au Bangladesh, en tout cas, malgré des années de programmes de microcrédit, l'oppression des femmes n'a pas diminué...

DS **Vous êtes vraiment tout à fait contre le prolifère de l'intérêt ?**

H. P-P : Non, car presque chacun d'entre nous fait des emprunts surtout pour des biens immobiliers... Je pense que les emprunts pour des biens de consommation sont vraiment dangereux. Les personnes qui empruntent n'ont aucun pouvoir sur la stabilité de la monnaie, les prix du marché, les conditions climatiques, les conflits armés, leurs propres conditions de travail...

DS **Mais si vous subventionnez constamment le microcrédit, cela devient de l'argent facile pour les clients. Dans la mesure où**

l'intérêt n'est pas source de profit pour l'ONG, qu'il responsabilise les clients et finance le fonctionnement l'ONG, y a-t-il du mal à fonctionner de la sorte ?

H. P-P : Yunus lui-même a reçu des subventions, des sommes fantastiques de la Banque du Bangladesh et des institutions internationales pour lancer son affaire. Il ne doit pas venir nous raconter son histoire de petits tabourets, de la pauvre petite femme auprès de qui il est intervenu gentiment pour qu'elle puisse acheter ses bambous, faire ses tabourets et gagner un petit quelque chose. C'est le côté mystificateur de son histoire. Il a reçu des subventions énormes.

Les institutions bancaires sont depuis longtemps en train de s'y mettre, car la petite somme est tout aussi rentable si vous avez beaucoup de pauvres. Comme il y a beaucoup plus de pauvres que de riches, on peut aussi bien faire fortune avec les petits pauvres qu'avec les gros riches. Comment contrôler la tentation de ne pas devenir une grosse affaire ? J'ai l'air de faire la morale. C'est peut-être une position qui peut irriter. Sauf que l'on parle ici de l'avenir de l'action des ONG, où l'éthique et la morale tiennent quand même une place importante.

DS **Aujourd'hui, le microcrédit s'intéresse beaucoup aux transferts d'argent des migrants vers leurs familles restées au Sud. Qu'est ce que cela vous inspire ?**

H. P-P : Le moins que l'on puisse dire est que cela demande de sérieux éclaircissements. Veut-on profiter de l'argent qui leur appartient ? On va créer entre les deux un intermédiaire qui va prendre l'argent et qui va faire son petit bénéfice la dessus ! C'est fou ! Qu'on songe à l'évolution des coopératives de crédit chez nous. On revoit se profiler le mécanisme de la personne qui a un peu d'argent, qui le dépose à la banque, pour recevoir un intérêt ridicule. Puis quelqu'un d'autre emprunte cet argent, ou lui-même emprunte l'argent qui lui appartient et doit payer un intérêt bien plus élevé. Entre les deux, il y a un intermédiaire, avec le développement qu'on connaît. La création d'intermédiaires est typiquement ce qui se passe dans le microcrédit. Des prêts informels sans intérêts existent dans la plupart des pays, avec des coutumes différentes... Le microcrédit s'emploie souvent à les transformer en prêts formels. Avant de proposer un microcrédit, il faut avoir le courage d'avouer ce que l'on se propose de remplacer. Yunus prétendait vouloir remplacer les usuriers mais ses prêts finissent par coûter plus cher que ceux des usuriers qu'il dénonçait !